

ACCES A L'ENERGIE : LES ACTIONS D'EDF



Installation de panneaux solaires chez un client en zone rurale – projet d'électrification à partir d'énergies renouvelables dans la province de Gaborone au Botswana

Crédit photo : Eranian Philippe

N'imprimez ce message que si vous en avez l'utilité.

EDF SA
22-30, avenue de Wagram
75382 Paris cedex 08
Capital de 930 004 234 euros
552 081 317 R.C.S. Paris

www.edf.fr

CONTACTS

Presse

Alison Marquilly : +33(1) 40 42 15 76

COMMUNIQUE DE PRESSE : EDF ET L'IFC SIGNENT UN PROTOCOLE D'ACCORD POUR PROMOUVOIR L'ELECTRIFICATION RURALE EN AFRIQUE ET DANS LE MONDE

Paris, le 03 Juillet 2014 – IFC, membre du Groupe Banque Mondiale, et EDF, leader mondial de l'électricité ont signé un Protocole d'Accord pour mutualiser leurs efforts en matière de développement de solutions d'électrification hors réseau (« *off-grid* ») dans les pays en développement avec l'ambition, à terme, d'électrifier près de 500,000 personnes vivant dans des zones rurales, principalement en Afrique subsaharienne.

L'accord vise en priorité l'Afrique, avec un projet pilote en cours de développement au Bénin, et dont la première phase consisterait à fournir de l'électricité à près de 25 000 personnes grâce à l'installation d'un réseau hybride solaire-diesel et de centrales biomasse. Ce projet pourrait par la suite être répliqué dans d'autres zones du Bénin, ainsi que d'autres pays tels que le Mozambique, la Tanzanie, ou le Myanmar.

En signant ce protocole d'accord, EDF et IFC mettent en commun leurs compétences respectives afin de mettre en œuvre des solutions abordables et pérennes en matière d'électrification rurale. Le périmètre de coopération entre EDF et IFC inclut la mobilisation de financements pour soutenir les projets identifiés, l'échange d'expertise sectorielle entre les deux institutions et, le cas échéant, la création d'un véhicule d'investissement commun pour financer les projets éligibles dans les pays cibles.

Bertrand Heysch De la Borde, Directeur du Département Infrastructures pour l'Afrique de l'IFC, a ainsi déclaré : « *Le nombre de personnes vivant sans électricité dans le monde est estimé à près de 1,3 milliards. Apporter de l'électricité à ces populations est un défi que nous nous devons de relever. Nous sommes fiers et heureux de nous associer avec le Groupe EDF, l'un des leaders mondiaux de l'énergie, et l'un de nos partenaires privilégiés pour ce faire* ».

L'IFC est particulièrement active dans l'électrification rurale à travers son initiative « *Lighting Africa* » (éclairage hors réseau pour près de 7 millions de personnes), ses investissements en électrification rurale au Sénégal et de manière indirecte à travers ses activités d'investissement et de financement du secteur électrique de par le monde (près de US\$2 milliards mobilisés en Afrique subsaharienne au cours de ses trois derniers exercices).

Edouard Dahomé, Directeur Afrique et Accès à l'Energie d'EDF, a déclaré : « *L'électricité constitue un produit vital sans lequel aucun vrai développement n'est possible. L'accès à l'énergie des populations rurales, souvent les plus défavorisées, permet de réduire la pauvreté en développant les activités génératrices de revenus, mais aussi l'éducation, la santé, l'accès à l'eau etc... Le partenariat EDF/IFC permettra de conforter et développer les actions engagées par EDF dans le domaine depuis plus de 20 ans.* »

EDF, leader mondial de l'électricité, possède une expérience forte dans l'électrification rurale, principalement en Afrique. Dans le cadre de son programme Accès à l'Energie, EDF a permis d'apporter de l'électricité à près de 500,000 personnes au Mali, au Maroc, au Sénégal, au Botswana et en Afrique du Sud. EDF a développé conjointement avec l'ADEME¹, un modèle innovant systématiquement basé sur l'implication d'un partenaire local et la création de Sociétés de Services Décentralisées. EDF s'intègre ainsi dans le tissu socio-économique de la région visée par le programme et met en place des solutions durables d'accès à l'énergie adaptées aux contraintes et aux besoins locaux.

¹ ADEME : [Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie](#)

SOMMAIRE

1. **LA PRECARITE ENERGETIQUE EN AFRIQUE : UN ENJEU MAJEUR** **p4**
2. **UN PROGRAMME D'ELECTRIFICATION RURALE INITIE PAR EDF** **p5**
3. **EDF ENGAGE DANS LA FORMATION** **p10**

1. LA PRECARITE ENERGETIQUE EN AFRIQUE : UN ENJEU MAJEUR

L'accès à l'énergie dans les pays émergents est une priorité absolue et un défi majeur pour le développement tant économique que social des pays et des populations. On compte encore 1,2 milliards de personnes n'ayant pas accès à l'électricité dans le monde, dont plus de la moitié en Afrique Sub-saharienne et essentiellement dans les zones rurales (Source Nations Unies). Le déficit énergétique est considérable et l'offre est largement inférieure à la demande.

Selon les estimations, seulement 30% de la population africaine a accès à l'électricité, et ce pourcentage baisse encore à 2% dans les zones rurales où vit la majorité de la population. Les électriciens nationaux sont largement dépassés par les besoins considérables notamment en zones urbaines et n'ont pas les moyens de s'intéresser à la demande grandissante dans les zones rurales. Cette dernière devrait pourtant augmenter d'environ 5 % par an au cours des 20 prochaines années.

A cela s'ajoute l'inégalité face à l'approvisionnement énergétique puisque seules les couches sociales les plus aisées sont approvisionnées de façon décente en électricité. Le reste de la population, dont 87% vivent avec un revenu avoisinant \$2 par jour et par personne, consomment très peu d'électricité (en moyenne de 5 à 30 kWh/mois).

Les foyers africains les plus pauvres ont par conséquent recours aux énergies traditionnelles telles que la bougie, la pile, le pétrole ou encore le kérosène dont les coûts sont élevés et l'utilisation souvent dangereuse pour la santé.

L'électricité constitue également un moteur indispensable pour le développement socio-économique d'un territoire. L'accès à l'énergie s'accompagne de l'amélioration des conditions de vie et de santé notamment grâce à un meilleur approvisionnement en eau et un développement des télécommunications, et de progrès éducatifs et sanitaires. Elle peut donc contribuer à la réduction de la pauvreté.

L'électricité participe également à la création et le développement d'activités indispensables à la croissance économique.

Pour ces raisons, l'électrification rurale est un élément clé des enjeux énergétiques en Afrique, et en général dans les pays en développement, en cohérence avec les Objectifs du Millénaire pour le Développement et l'initiative SE4ALL « Energie durable pour tous » des Nations Unies.

Le groupe EDF a fait de la lutte contre la précarité énergétique une de ses priorités. Le groupe a ainsi choisi de mettre en place une stratégie pérenne d'accès à l'électricité dans les pays en développement, en s'appuyant sur des partenariats à trois niveaux : local, régional et national.

Les Chiffres Clés de l'accès à l'énergie

- 1,2 Mds de personnes sans accès à l'électricité dans le monde
- 70% de la population africaine sans accès à l'électricité
- 2% de la population africaine électrifiée dans certaines zones rurales
- Taux moyen d'électrification rurale en Afrique : 12%

2. UN PROGRAMME D'ÉLECTRIFICATION RURALE INITIÉ PAR EDF DES LES ANNEES 1990

Depuis la fin des années 90, EDF a décidé de s'engager sur le continent africain notamment dans le domaine de l'électrification des zones rurales.

La mission Accès à l'Énergie d'EDF a développé un programme qui repose sur 4 principes :

- Viabilité financière,
- continuité et replicabilité,
- partenariat local,
- partage d'expérience.

En savoir plus sur les SSD :

LA SOCIÉTÉ DES SERVICES DÉCENTRALISÉS est un concept élaboré par EDF et l'Ademe pour proposer un ensemble de services énergétiques portés par une société de droit local gérée localement. C'est au Mali, avec Korayé Kurumba, qu'a eu lieu sa première mise en œuvre.

La force des SSD est de s'intégrer dans le tissu socio-économique local.

Elles installent, exploitent, entretiennent, et renouvellent les infrastructures dédiées à la production d'électricité.

Pour cela, le groupe EDF a mis au point, avec le soutien de l'ADEME (L'agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie), le concept de **Société de Services Décentralisés (SSD)** : La SSD est une structure d'entreprise commerciale avec subventions à l'investissement initial, qui permet d'assurer la viabilité des programmes d'électrification rurale.

La SSD est une société de droit local, gérée par des responsables locaux, financièrement rentable. Elle vend des services énergétiques diversifiés autour de l'éclairage, de l'électricité, du gaz ou encore de la cuisson. La SSD opère les investissements nécessaires, en assure l'exploitation et la maintenance, et gère également le renouvellement du matériel, y compris celui des installations intérieures des utilisateurs, ce qui est un gage de pérennité du service.

Un appui financier de bailleurs de fonds et/ou des gouvernements des pays concernés, qui peut représenter jusqu'à 80% de l'investissement initial, associé à une politique tarifaire adaptée, permettent de rendre les services accessibles aux populations.

Depuis 1999, EDF a apporté l'électricité à près de 500 000 personnes, avec un objectif de 1,2 million de personnes à l'horizon 2020. De nouveaux projets sont en cours au Bénin et au Myanmar en Asie.

Les enquêtes périodiques menées sur le terrain confirment² également les bienfaits socio-économiques de la mise en place de ces structures: toutes les SSD ont un impact économique positif au niveau local, principalement à travers les emplois générés, mais aussi sur le niveau d'accès de leurs clients aux services d'information.

² Enquête EDF / Enea Consulting fin 2012 : évaluation des impacts sociaux et économiques des projets d'accès à l'énergie en Afrique

Dans la continuité de ces programmes, et pour contribuer durablement à l'accès à l'énergie, l'ambition du groupe est d'accompagner également ses futurs projets d'investissements en Afrique d'une composante accès à l'Énergie, là où c'est possible, et d'élargir son champ d'action vers le « péri-urbain ».

Des programmes initiés dans 5 pays africains

EDF au Mali

Le groupe EDF s'est mobilisé au Mali dès 1999 où seulement 13 % de la population rurale ont accès à l'électricité avec une hausse de 10% de la demande par an.

En 1999, Korayé Kurumba, **la première Société de Services Décentralisés** créée par EDF, a entrepris plusieurs actions :

- L'équipement de 400 foyers et d'installations à usage collectif (éclairage public, zone artisanale, pompage d'eau, centres de santé, écoles) de 1999 à 2005.
- L'extension de l'électrification à 22 autres villages avec environ 100 000 personnes desservies grâce à l'établissement de micro-réseaux basse tension alimentés par de petites centrales diesel.

En parallèle, on a constaté une amélioration de l'encadrement institutionnel avec la création de L'Amader, une agence dédiée à l'électrification rurale et à l'énergie domestique.

En 2001, EDF et Nuon créent Yéelen Kura, une seconde Société de Services Décentralisés, qui produit son électricité quasi exclusivement à partir d'énergie solaire, opérant dans la région cotonnière de Koutiala au sud du Mali :

- De 2001 à 2005 : mise en place de panneaux photovoltaïques de 43 à 120 Wc pour alimenter des foyers domestiques, des écoles, des centres de santé et de commerces dans la région de Koutiala. Ce programme a notamment obtenu le Prix 2002 de la Commission européenne du meilleur partenariat dans les pays en développement (Altener Awards)
- En 2006 : accès à l'électricité pour (120 000) personnes dans une vingtaine de localités par le biais des kits photovoltaïques, mais aussi des micro-réseaux basse et moyenne tension alimentés par de petites centrales, permettant de développer l'économie locale comme l'artisanat ou le pompage.

Conformément à sa stratégie de transfert de la SSD à des partenaires locaux, EDF a cédé fin 2008 sa participation (50 %) à la Foundation for Rural Energy Services (FRE S). De la même façon, Nuon a cédé ses parts (50 %) à FRES. Dans le cadre de cet accord de cession avec FRES, 20 % des actions de la société ont vocation à être cédées au personnel de la SSD.

EDF en Afrique du Sud

L'Afrique du Sud connaît une croissance urbaine et économique très rapide.

Faire converger ce développement et une amélioration des services énergétiques est un défi majeur.

Pour cela, EDF et Total se sont associés en 2002 lors du sommet de la Terre de Johannesburg pour créer la Société de Services Décentralisés KES, apportant respectivement leur contribution à hauteur de 50% et 35%. (Les 15 % restant revenant à Calulo, une société sud-africaine).

La société propose la mise en œuvre d'un programme d'électrification rurale décidé par les autorités d'Afrique du Sud et réparti entre les provinces de Kwazulu-Natal et d'Eastern Cape.

Il s'agit d'une offre sur le long terme afin d'électrifier la population rurale par le biais de kits photovoltaïques qui remplacent peu à peu les énergies traditionnelles et qui apparaît comme la solution la plus économique et écologique pour ces régions ensoleillées.

Depuis 2002 :

- La société a installé près de 22 000 kits photovoltaïques dont bénéficient environ 135 000 personnes
- La société a également permis la création d'une centaine d'emplois

EDF au Maroc

Jusqu'en 1995, seulement 18% des zones rurales étaient électrifiées avec 3,8 millions de clients sur une population de 32 millions. De plus, le Maroc était tributaire d'un apport pétrolier, les autres sources d'énergies restant inexploitées.



Installations solaires de Temasol à Ouarzazate -

Crédit photo : PETIT Jean-Luc

En 2002, EDF et TOTAL s'associent de nouveau et acquièrent la filiale Temasol qui travaille aux côtés de L'Office National d'Electricité du Maroc (ONE) afin d'électrifier les régions rurales du royaume où vivent 45% de la population.

Temasol propose un équipement photovoltaïque dont il entretient l'installation pendant 10 ans et renouvelle les matériaux défectueux. Ses 14 agences locales emploient environ 80 personnes et proposent un contact direct avec les clients.

Fin 2012, plus de 160 000 personnes bénéficiaient de l'électricité solaire grâce au programme mis en place par EDF, chaque foyer étant équipé d'un panneau photovoltaïque entretenu et surveillé sur le long terme.

Le groupe EDF s'est progressivement retiré du projet Temasol (entre 2008 et 2011) après s'être assuré de sa pérennité.

EDF au Botswana

Le Botswana, petit pays de près de 2 millions d'habitants, bénéficie déjà d'un réseau électrique installé et tente de faire face à la crise énergétique. Mais toute une partie du territoire n'est pas raccordée au réseau et seulement 12 % de la population rurale a accès à l'électricité.

En 2010, au terme d'un appel d'offres, EDF (45%) est choisi par la Botswana Power Corporation (BPC – 55%) – la société nationale d'électricité – pour mettre en œuvre son programme d'électrification rurale décentralisée.

EDF et la BPC travaillent main dans la main au développement de l'accès à l'électricité avec un programme basé sur l'exploitation d'énergies renouvelables et qui propose des solutions solaires individuelles via un réseau de franchises.

EDF au Sénégal

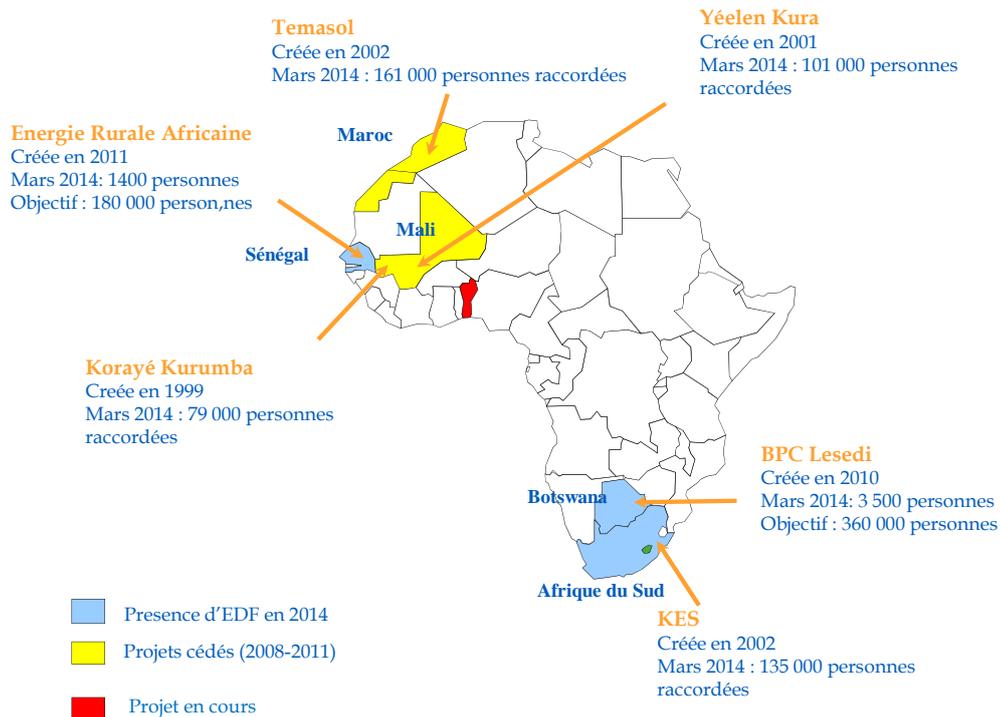
Au début des années 2000, le pays faisant face à une situation énergétique précaire, et comptant seulement 23% de taux d'électrification rurale, a démarré un nouveau cycle énergétique.

De ce contexte est né la SSD ERA (Energie Rurale Africaine) en 2011, associant EDF (70%) et son partenaire sénégalais Matforce (30%).

A la suite d'un appel d'offres organisé par l'Agence Sénégalaise d'Electrification Rurale (ASER), ERA s'est vue confier la mission de construire et d'exploiter des ouvrages et installations électriques afin d'alimenter en énergie environ 180 000 personnes en 3 ans, sur toute la concession des régions de Kaffrine, Tambacounda et Kédougou, représentant environ un quart du territoire sénégalais.

ERA met à disposition des populations locales des kits photovoltaïques en zone rurale isolée, et assure le raccordement au réseau de la société nationale Sénélec lorsque c'est possible. Mais elle pourvoit également l'électricité à partir de moyen de production décentralisé et de micro-réseaux.

Programmes initiés par EDF et ses partenaires



3. EDF engagé dans la formation et le partage du savoir-faire

Etre acteur dans le secteur de l'énergie requiert des compétences spécifiques qui nécessitent une formation. La main-d'œuvre se doit d'être qualifiée afin d'assurer la pérennité des programmes d'électrification et la capacité des populations locales à être autonomes.

C'est pourquoi le groupe EDF accompagne les populations locales sur le long terme et fait bénéficier aux acteurs africains de son expertise par le biais d'un projet appelé « Formation initiale et continue des opérateurs et acteurs d'électrification rurale en Afrique de l'Ouest ». Ce programme est né en Octobre 2011, et il vise dans un premier temps deux pays test : le Mali et le Burkina Faso. Il donne depuis des résultats satisfaisants avec entre autres dans ces deux pays :

- La création d'un CAP d'électrotechnique inscrit dans le cursus national des enseignements secondaires et supérieurs au Burkina Faso. Cette formation existe désormais au Mali depuis 2013.
- L'établissement de 6 structures pilotes de formation au Burkina Faso faisant l'objet d'un plan d'accompagnement spécifique destiné à renforcer les capacités de ses structures et à en faire des démultiplicateurs nationaux. (Un même processus est aussi engagé au Mali).
- La création d'une filière de formation professionnelle dédiée à l'électrification rurale au Burkina pilotée par 4 agences de l'ANPE (Agence Nationale pour l'Emploi)
- Un processus de formations de tuteurs-formateurs parmi les opérateurs exploitants, lancé au Mali.
- 681 jours de formation ont déjà été dispensés sur les deux pays pilotes pour 177 exploitants, opérateurs, et 33 formateurs des enseignements secondaires et supérieurs
- Un catalogue papier édité en Avril 2013 recense au Burkina Faso et au Mali l'offre des formations disponibles pour les métiers de l'électrification rurale. (consultable également sur le site internet : www.formationelec ruraleafrique.org).

EDF assure de cette façon le transfert de compétences qui passe essentiellement par le lien social et la pédagogie.

PROFIL DU GROUPE EDF

Le groupe EDF, un des leaders sur le marché de l'énergie en Europe, est un énergéticien intégré, présent sur l'ensemble des métiers : la production, le transport, la distribution, le négoce et la vente d'énergies. Premier producteur d'électricité en Europe, le Groupe dispose en France de moyens de production essentiellement nucléaires et hydrauliques fournissant à 95,9 % une électricité sans émission de CO₂.

En France, ses filiales de transport et de distribution d'électricité exploitent 1 285 000 km de lignes électriques aériennes et souterraines de moyenne et basse tension et de l'ordre de 100 000 km de réseaux à haute et très haute tension. Le Groupe participe à la fourniture d'énergies et de services à près de 28,6 millions de clients en France. Le Groupe a réalisé en 2012 un chiffre d'affaires consolidé de 72,7 milliards d'euros dont 46,2 % hors de France. EDF, cotée à la Bourse de Paris, est membre de l'indice CAC 40.

IFC et l'accès à l'électricité en Afrique



L'IFC, membre du Groupe de la Banque mondiale, est l'institution multilatérale leader en matière de financement du secteur privé dans les pays émergents et en voie de développement. L'amélioration de la qualité des infrastructures ainsi que leur accès au plus grand nombre constituent un axe majeur de sa mission. L'IFC porte une attention particulière à l'Afrique subsaharienne, dont les besoins en infrastructure sont estimés à environ 100 milliards de dollars par an. Dans le secteur de l'électricité, ce sont près de 7 000 mégawatts qui doivent être ajoutés chaque année pour répondre à la demande insatisfaite et renforcer les capacités de production pour un besoin d'investissement estimé à plus de 40 milliards de dollars par an. Aujourd'hui encore, seule 30% de la population en Afrique Sub-Saharienne a accès à l'électricité – contre près de 80% au niveau mondial.

Au cours des trois dernières années fiscales, IFC a mobilisé près de deux milliards de dollars pour le financement de projets d'électricité en Afrique subsaharienne, catalysant au total près de trois milliards de dollars d'investissements dans le secteur. IFC soutient ainsi l'investissement privé dans les infrastructures de production ainsi que les réseaux de transport et de distribution d'électricité.

En dehors des outils de financements traditionnels de l'IFC (investissements en dette senior, quasi-fonds propres et fonds propres dans les projets), l'IFC met aussi à disposition de ses partenaires privés d'autres **services innovants**. **IFC InfraVentures**, un fonds d'investissement quinquennal de 150 millions de dollars, fournit du capital risque aux investisseurs privés en phase de développement de projet, en finançant une partie des **coûts de développement**. **En matière de services-conseil**, IFC a appuyé la mise en œuvre de réformes auprès des gouvernements d'Afrique subsaharienne, afin de **développer la participation du secteur privé** dans la production, le transport et la distribution d'électricité, notamment à travers des **partenariats publics-privés**.

A titre d'exemple, IFC a soutenu les premiers producteurs indépendants d'électricité en Afrique subsaharienne. IFC se positionne aussi comme arrangeur global pour un grand nombre de projets innovants à fort impact transformationnel, tels que les projets ci-dessous :

- **Production indépendante d'électricité** : Azito (2012) et Ciprel (2013) en Côte d'Ivoire : plus de \$700 millions de financements mobilisés pour deux projets phares de production indépendante d'électricité en Afrique.
- **Financement d'énergie solaire** : Abengoa Khi Solar One (2012) en Afrique du Sud ; près de \$300 millions mobilisés pour le financement de technologies solaires innovantes (CSP).
- **Investissement dans la distribution** : Umeme en Uganda (\$70 millions de financements en dette et une participation au capital de 3%).
- **Développement de projets structurants** : conjointement avec EDF, développement du barrage de Nachtigal au Cameroun pour une capacité estimée de près de 400 MW.

Par ailleurs, IFC est aussi présent dans les activités d'accès à l'électricité hors réseau interconnecté. A titre d'exemple, IFC a investi dans deux sociétés d'électrification rurale au Sénégal (Comasel Louga et Saint-Louis) et est membre fondateur de l'initiative Lighting Africa qui a permis à près de 7 millions de personnes d'avoir accès à des solutions d'éclairage performantes et propres.